

Le Monde

idées

MÉDECINE

De l'immortalité ou de la responsabilité médicale

par le professeur S. COTTIN (*)

ALORS que la Constitution française, dans son préambule, proclame les droits des citoyens, ne pouvait-elle raisonnablement proposer qu'un droit au soin, l'idée, tout naturellement, s'est faite d'un droit à la santé.

En réalité, cette prétention est contradictoire et irréaliste : elle suppose une puissance que la médecine n'a pas atteinte et elle crédite le citoyen de vertus bien rares, le renoncement spontané à tout ce qui pourrait altérer sa santé ; nuisances comme le tabac, l'alcool ou les erreurs diététiques ; transgressions liées à la pratique de sports dangereux sinon violents ; blessures, combats fréquents liés à la vie hebdomadaire routière de chaque week-end, et tout au profit d'une vie plus calme, mais quelque peu aséptique.

L'idée de santé est tellement ancrée dans nos mœurs que la simple évocation de la mort sonne comme une injonction ou une incompréhension, alors que c'est une lapalissade de rappeler qu'elle est la fin naturelle du corps humain. C'est tellement vrai que même les étudiants en médecine, après plusieurs années d'étude, marquant de l'étonnement de ce qu'on leur définit les buts de la médecine, non pas comme d'empêcher la mort — l'inévitable échec —, mais comme de maintenir le plus longtemps possible un être humain vivant dans un milieu humain, montrant par là que la vie végétative n'est rien qu'une expérience physiologique, sans la vie relationnelle. Tels étaient à la fin du siècle dernier les premiers concepts de morale médicale, qu'avait acceptés de prescrire Charles de Gaulle, qui n'avait pas l'habitude d'insurger les citoyens.

C'est pourtant cette idée du droit à la santé qui semble inspirer la jurisprudence de bien des jugements en responsabilité médicale. Faut-il rappeler l'histoire de ce comble de la prescription de prophylaxie antituberculeuse qu'il avait fallu, avait bien été exécutée, alors qu'il avait aucun moyen possible de la faire ? Faut-il rappeler les nombreux procès où, inattendu, c'est l'échec qui est indemnisé, même s'il n'est la conséquence d'une faute médicale, et qui fait gémir le coquelicot de la médecine ? Faut-il rappeler la condamnation de tel hôpital par un tribunal administratif qui, ne relevant aucune faute ni erreur d'aucune sorte,

indemnise la famille d'un défunt aux motifs que le service public a mal fonctionné puisque le malade est mort ? Qu'on se rassure bien garde ! A pousser aussi loin la théorie de la responsabilité sans faute, on glisse du droit à la santé au droit à l'immortalité !

Mais il n'est même pas besoin d'aller jusqu'à ces extrêmes pour être inquiet. Dans la définition classique du contrat de soin, la Cour de cassation impose au médecin de donner à son malade des soins conformes aux connaissances acquises par la science moderne et évolutive, mais sans données actuelles de la science. Et l'on sait très bien à quelle vitesse ces données actuelles naissent, se renouvellent et s'accumulent, et à quel point les moyens thérapeutiques, mais en

possibilités d'investigation diagnostique. Or ces moyens supposent de plus en plus de recherches ardues, d'investissements lourds, de personnel qualifié, de médicaments rares ; en un mot, ils coûtent de plus en plus.

Consentants de cette inflation et soutiens de la courtoisie, les responsables de la sécurité sociale et des finances publiques s'efforcent de la maîtriser.

D'un des appels renouvelés envers les médecins pour les inciter à plus de modération dans leurs prescriptions, puisqu'il paraît que ce sont eux, les endonormateurs, qui sont exclusivement responsables des dépenses.

Or le budget de l'assurance-maladie en 1977 aura fait justice de cette ambition ; et cette année-là a été si favorable pour les dépenses, alors que l'année 1978

Une histoire simple...

Ceci s'est passé dans une ville de la vallée du Rhône. Le 17 décembre 1977, un jeune fils de sa mère, un trottoir est heurté à hauteur de la culasse droite par une voiture automobile.

Elle est examinée sur place par un chirurgien de l'hôpital, qui se trouve là et qui dispose d'un hélicoptère. Des radiographies faites au centre hospitalier montrent l'absence de lésion osseuse. Le médecin traitant de l'hôpital prescrit une thérapie adéquate et un repos de quelques jours.

A la rentrée des classes, la jeune fille est présentée au médecin de l'hôpital scolaire. Ce dernier, après avoir vu la prescription d'un hélicoptère, fait téléphoner à la mère de l'élève, lui demandant de lui amener sa fille par un chirurgien spécialisé en traumatologie.

Mlle X. se présente donc à la clinique ; le traumatologue, elle est prise en charge par l'urologue qui prescrit des pansements stériles. A son retour, le chirurgien spécialisé en traumatologie ordonne :

- 1) 6 séances de rayons X ;
- 2) 6 séances de massages ;
- 3) Une expertise judiciaire est demandée par la mère, accordée par le tribunal, réalisée par l'expert désigné en présence des deux médecins, des deux compagnies d'assurance en cause.
- 4) Cela pour attribuer à la victime un taux d'incapacité de travail permanente partielle de 10 pour cent (10/100).
- 5) Cette comédie qui n'aurait pas manqué d'inspirer Courteline au jeune Remond aura eu deux autres effets :
- 1) Le chirurgien chef de service de l'hôpital ;
- 2) L'urologue des urinaires ;
- 3) Le radiologue de l'hôpital ;
- 4) Le médecin traitant de la victime ;
- 5) Le médecin scolaire ;
- 6) L'urologue de la clinique ;
- 7) Le traumatologue de la clinique ;
- 8) Le radiologue de la clinique ;
- 9) Le kinésithérapeute de la clinique ;
- 10) Le médecin expert désigné par le tribunal ;
- 11) Le médecin conseil du groupe GAN ;
- 12) Le médecin conseil du groupe GAN.

Docteur R. LE TALLEC (Valence).

Peut-on conjurer le péril tabagique ?

par le docteur JEAN IOANNOU (*)

USSE bien en matière de cancer du poumon que de bronchite chronique, un des objectifs majeurs de la médecine reste à l'heure actuelle, leur dépistage précoce et leur traitement précoce, c'est-à-dire le maximum de chances d'une thérapeutique efficace. Mais plutôt que d'avoir à affronter le difficile traitement de ces deux maladies, devrions-nous véritablement nous orienter vers l'information et l'éducation du grand public, et en particulier des jeunes, serait-elle elle-même susceptible d'influencer favorablement la genèse et l'évolution de ces affections.

Parmi les diverses pollutions néfastes, il y en a une des plus répandues, des plus graves et des plus sournoises, contre laquelle devraient tendre les efforts préventifs : le tabac. En effet, toutes les méthodes proposées pour arrêter de fumer se soldent par un taux considérable d'échecs. Par plus que les médicaments, les thérapeutiques non pharmacologiques, l'acupuncture, l'auriculothérapie, la psychodrame, même dans le cadre de méthodes de groupe ou des cures qui prétendent aller l'utile à l'agréable (remède anti-tabac, par exemple), n'aboutissent qu'à des résultats éphémères. Et si l'on est parvenu à la phase de l'abstinence, on obtient un serrage uniquement par leur propre volonté, il faut savoir qu'il s'agit en fait de sujets dont la motivation est défectueuse, la motivation, ou de ceux qui ont été victimes de la pathologie tabagique.

Les dégâts de l'intoxication tabagique étant, en outre, irréversibles, force est de reconnaître que ce sont l'information et l'éducation des jeunes qui offrent le meilleur terrain d'action ; plutôt

que d'intervenir, il faut renseigner, expliquer, exposer les conséquences, les réactions, parfois catastrophiques, du tabagisme. Pour cela, il faut considérer comme opportuniste, par exemple, la récente déclaration d'une personnalité politique qui affirmait avoir subi une opération efficace pour un cancer du poumon ! Cette déclaration ne minimise-t-elle pas la gravité du risque auquel s'exposent les jeunes qui, comme le confirment les récentes enquêtes, s'engagent de plus en plus dans la voie du tabagisme ?

Entretenir l'illusion qu'il existe une thérapeutique efficace le jour où le fumeur sera victime d'un cancer ou d'une forme invalidante de bronchite chronique, c'est, croyons-nous, à l'heure actuelle, porter un coup sévère à la dure tâche de tous ceux qui luttent contre l'intoxication tabagique.

C'est à ce titre qu'un reste perçus devant les pandores et les contradictions auxquelles se heurte toute action contre le tabac. Alors, à la campagne menée sous l'égide du ministère de la Santé et de la Famille, opposant, d'une part, les intérêts financiers du tabac, d'autre part, la faiblesse, l'indifférence et l'incertitude des tabagiques qui dominent véritablement nos sociétés de fumure. En effet, aucune disposition prévue par les lois de la récente campagne n'est rigoureusement appliquée.

On peut être surpris par les lacunes qui règnent dans ce domaine. Annoncé-méthode contre le tabagisme de l'Organisation

maine : dans les locaux à usage collectif et dans les salles d'attente des consultations hospitalières, on continue de fumer ; on tolère la publicité, scandaleuse, par son image (souvent sur une page entière), de diverses marques de cigarettes dans les hebdomadaires, dans les quotidiens, sur les énormes panneaux des lieux de rencontres sportives. Le petit écran continue, lui aussi, un spectacle moyen de diffusion du tabagisme par le seul fait que la majorité des personnalités interviewées sont en train de fumer. Comment, dans ces conditions, les jeunes téléspéctateurs ne seraient-ils pas impressionnés par l'image, les gestes d'une grande personnalité, d'un vedette, d'un homme politique, d'un homme de lettres, voire d'un célèbre sportif, qui participent à des débats dignes à la main ? Peut-on douter, dans ces conditions, qu'il y ait, dans ce milieu, une certaine association ?

On peut être certain que de meilleurs résultats dans la lutte contre le tabagisme seraient obtenus si celle-ci s'adressait en priorité aux nouvelles générations non encore intoxiquées, si la cigarette, omniprésente, perdait sa force d'attraction et si elle était éliminée, ou, ce qui est parfois le cas, un dérivatif « compétitif ».

Enfin, ce sont les victimes du tabagisme qui doivent être encouragées à ne pas fumer, à ne pas hésiter à user, aussi cruel que cela puisse paraître. Car c'est bien la bronchite chronique, grand insuffisant respiratoire ; c'est le porteur d'un cancer bronchique

ou d'un cancer de la vessie ; c'est, enfin, celui qui a failli être terrassé par un infarctus du myocarde, qui se sent susceptible de devenir le meilleur agent d'information, de publicité, scandaleuse, par son image (souvent sur une page entière), de diverses marques de cigarettes dans les hebdomadaires, dans les quotidiens, sur les énormes panneaux des lieux de rencontres sportives. Le petit écran continue, lui aussi, un spectacle moyen de diffusion du tabagisme par le seul fait que la majorité des personnalités interviewées sont en train de fumer. Comment, dans ces conditions, les jeunes téléspéctateurs ne seraient-ils pas impressionnés par l'image, les gestes d'une grande personnalité, d'un vedette, d'un homme politique, d'un homme de lettres, voire d'un célèbre sportif, qui participent à des débats dignes à la main ? Peut-on douter, dans ces conditions, qu'il y ait, dans ce milieu, une certaine association ?

On peut être certain que de meilleurs résultats dans la lutte contre le tabagisme seraient obtenus si celle-ci s'adressait en priorité aux nouvelles générations non encore intoxiquées, si la cigarette, omniprésente, perdait sa force d'attraction et si elle était éliminée, ou, ce qui est parfois le cas, un dérivatif « compétitif ».

Enfin, ce sont les victimes du tabagisme qui doivent être encouragées à ne pas fumer, à ne pas hésiter à user, aussi cruel que cela puisse paraître. Car c'est bien la bronchite chronique, grand insuffisant respiratoire ; c'est le porteur d'un cancer bronchique

ou d'un cancer de la vessie ; c'est, enfin, celui qui a failli être terrassé par un infarctus du myocarde, qui se sent susceptible de devenir le meilleur agent d'information, de publicité, scandaleuse, par son image (souvent sur une page entière), de diverses marques de cigarettes dans les hebdomadaires, dans les quotidiens, sur les énormes panneaux des lieux de rencontres sportives. Le petit écran continue, lui aussi, un spectacle moyen de diffusion du tabagisme par le seul fait que la majorité des personnalités interviewées sont en train de fumer. Comment, dans ces conditions, les jeunes téléspéctateurs ne seraient-ils pas impressionnés par l'image, les gestes d'une grande personnalité, d'un vedette, d'un homme politique, d'un homme de lettres, voire d'un célèbre sportif, qui participent à des débats dignes à la main ? Peut-on douter, dans ces conditions, qu'il y ait, dans ce milieu, une certaine association ?

On peut être certain que de meilleurs résultats dans la lutte contre le tabagisme seraient obtenus si celle-ci s'adressait en priorité aux nouvelles générations non encore intoxiquées, si la cigarette, omniprésente, perdait sa force d'attraction et si elle était éliminée, ou, ce qui est parfois le cas, un dérivatif « compétitif ».

Santé et genre de vie

par le professeur JEAN-PIERRE BADER (*)

NON ! Il ne s'agit pas du rapport d'un comptable entre deux équipes de base-ball ! Mais de l'analyse d'une véritable expérimentation naturelle intéressant la sociologie et la médecine.

La malédiction de la santé, la lutte contre les maladies, le combat retardateur de la mort, demeurent les préoccupations essentielles de l'homme. L'évidence est que ce dernier a connu quelques succès dans ce domaine, en améliorant de manière spectaculaire l'espérance moyenne de vie de chaque individu vivant au monde, qui était de deux à trois décennies au début du XIXe siècle et dépasse actuellement soixante-dix ans dans un pays comme le nôtre. Nous connaissons les facteurs sociaux et responsables de ces succès :

- Amélioration des conditions de vie, de logement, d'alimentation, liée aux progrès technologiques et à l'amélioration du niveau de vie ;
- Progrès considérables de la médecine depuis la fin du siècle dernier, en particulier dans la lutte contre les maladies infectieuses et par l'effondrement de la mortalité infantile ;
- Amélioration des conditions de vie, de logement, d'alimentation, liée aux progrès technologiques et à l'amélioration du niveau de vie ;
- Progrès considérables de la médecine depuis la fin du siècle dernier, en particulier dans la lutte contre les maladies infectieuses et par l'effondrement de la mortalité infantile ;
- Amélioration des conditions de vie, de logement, d'alimentation, liée aux progrès technologiques et à l'amélioration du niveau de vie ;
- Progrès considérables de la médecine depuis la fin du siècle dernier, en particulier dans la lutte contre les maladies infectieuses et par l'effondrement de la mortalité infantile ;

Or, depuis quelques années, on assiste à un phénomène particulier, qui est une sorte de plafonnement des différents

index qui nous servent à mesurer l'efficacité de nos efforts en matière de santé, contrastant avec des dépenses de santé qui continuent à croître rapidement, au point de poser de difficiles problèmes aux budgets nationaux. Cette médiocre performance, cette efficacité qui nous fait réfléchir et rechercher si nous ne devons pas redéployer nos efforts. C'est d'ailleurs l'observation de deux États américains, où les paramètres nous servent à mesurer la santé des individus sont spécialement contrastés, pour des raisons sociologiques et historiques (1).

L'Urss et le Nevada sont deux États voisins de l'ouest des États-Unis, dont les statistiques de santé sont pratiquement aux deux extrêmes du spectre de tout les pays.

Disons, pour schématiser, que les habitants de l'Urss sont parmi les Américains les plus florissants sur le plan de la santé, alors que les sujets du Nevada sont parmi les moins bien portants.

Par exemple, la mortalité infantile dans ces deux États est de 40 % dans celle de l'Urss, et de 10 % au Nevada. En Utah, moins de 10 % des hommes de trente-cinq à quarante ans meurent, 54 % chez les hommes de quarante à quarante-cinq ans, etc.

Les mormons et les jouisseurs

Quand on cherche les raisons possibles de cette spectaculaire différence, on trouve, par exemple, que les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urss, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On globalement, toutes les statistiques disponibles sur le plan de la santé, de la stabilité géographique et de la vie familiale. L'important est encore de noter que la différence entre les deux États est le problème de la consommation d'alcool et de tabac, les habitants du Nevada sont largement répandus en Nevada. La consommation d'alcool est indubitablement la cause la plus probable de la différence de mortalité en Nevada par rapport à l'Urss, bien que les habitants du Nevada soient plus riches que ceux de l'Urss, et que les habitants du Nevada soient plus riches que ceux de l'Urss, et que les habitants du Nevada soient plus riches que ceux de l'Urr.

En revanche, le Nevada est socialement le symbole d'un autre style de vie, avec Reno, la capitale du divorce, et Las Vegas, la capitale du jeu.

On peut objecter cette différence de mortalité en Nevada par rapport à l'Urr, bien que les habitants du Nevada soient plus riches que ceux de l'Urr, et que les habitants du Nevada soient plus riches que ceux de l'Urr, et que les habitants du Nevada soient plus riches que ceux de l'Urr.

Les limites de la prévention

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

On constate, ainsi, très clairement qu'il n'y a pas de lien entre le niveau de vie et la santé. Les habitants du Nevada, en 1970, ont 10 % de moins de vingt ans que ceux de l'Urr, et 44 % de moins de trente-cinq à quarante ans, etc.

Le Monde

La réalité et po

Le rendez-vous

Le voyage

Le développement

Le monde

JEAN PAUL II AU MEXIQUE

PAR UN MESSAGE AUX CATHOLIQUES DU MONDE

Le pape ouvre la troisième conférence générale de l'épiscopat latino-américain à Puebla

AMÉRIQUES

ANCIEN VICE-PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Nelson Rockefeller est mort subitement

Se fortune personnelle représentait, à cette époque, environ 2% du produit national brut des Etats-Unis. L'encadre était entré de son vivant dans la hiérarchie des grands fortunes américains.

Une foule en délire à la cathédrale de Mexico

De nos envoyés spéciaux

Le pape cooversa
tants avec chacun
soixante-dix évêques
impeccablement al-
liers habits de clie-
gère infraction à la
de la plus photogra-
moine par le presse
t sans doute le plus
de pape à Mgr Sergio
eo, « l'évêque rouge »

Un sombrero pour le pap

VI, se pro- L'imprévu, trop bien pré-

dans cette déception
dépars, vint des pho-
qui se précipitèrent
il II et l'entourèrent
de vingt minutes.
am des fidèles dans
Le pope couronna
un soixante-dix évêques
impeccablement al-
leurs habits de clie-
gère infraction à la
de la plus photogra-
me par la presse
delle dans de quelle
pape à Mgr Sergio
so, « l'Évêque rouge »

des enfants juchés sur
de leur père, des bébés
bras du leur mère
rappel que la croissance
phique du pays est l'ur-
dievres du monde.

La plupart des specta-
tant des évêques en
blanc du Vatican, on
saient des portraits
Paul II Ici et là, que
cifix et des bannières
Dame. Sur les pancar-
vair le plus souvent lui
dresse à celui qui tient
Seigneur.
vicars du Christ ».
Pierre / a. : parols :

L'option pour les pauvres

De notre envoyé spécial

SS, Helder Camara, Honduras Proano, de Equateur; le Mexicain Padin et le Mexicain Arceo. — J.-P. C.

« Nos pays sont souvent à l'origine des injustices frappant les vôtres »

déclarent les évêques français
dans une lettre adressée à la conférence

[illegible]

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

3

Inde

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

**UNE NOUVELLE DÉMARCHE
DU QUAI D'ORSAY
POUR LA LIBÉRATION
DE M. CONCHON-OSWALD
DÉTENU EN URUGUAY**

et de l'ambassadeur d'Uruguay à Paris ont eu lieu. M. Conchon-Oswald, qui avait vingt-deux ans lors de son arrestation, a été condamné en première instance, 20 juillet 1977, à neuf ans de

កត្តាទី៥

3

Inde

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

La responsabilité et l'honneur du médecin

Examinations

Un entretien avec le premier ministre

(Suite de la page 7.)

« A ce titre, la région Rhône-Alpes offre un développement d'avenir, avec des chances de succès, des expériences variées de décentralisation de centres de décision.

— Si le Rhône et l'Ardèche sont dans une situation relativement prospère, l'Ardèche et la Drôme l'ont-elles ? Le Loire de l'ouest, connaissent de graves difficultés. Des actions en leur faveur sont-elles prévues ?

« Je souligne la dynamique et le potentiel de Rhône-Alpes. Mais il ne faut pas pour autant oublier les difficultés que connaissent certains de ces secteurs d'activité ni certaines zones, sur les vallées ardéchoises, certaines parties de la Drôme ou quelques pays de montagne.

« Rhône-Alpes est une région qui présente la particularité d'être hétérogène. C'est aussi une région qui sait affirmer sa personnalité et qui est apte à faire jouer tous les mécanismes de solidarité.

« J'ai pu, à cet égard, à l'occasion du colloque sur l'avenir de la région Rhône-Alpes, mesurer à quel point les Rhône-Alpins ont conscience d'être malins de leur destin, de trouver entre eux des solutions à leurs problèmes et de dégager ensemble les actions propres à assurer leur avenir.

« Dans certaines situations particulières, l'aide des pouvoirs publics sera nécessaire, notamment pour encourager des implantations industrielles nouvelles dans des départements du monde contemporain. Je dois vous dire à ce sujet que le département de la Loire reçoit particulièrement l'attention du gouvernement.

« Mais les Rhône-Alpins possèdent les moyens intellectuels, techniques et financiers d'exploiter les atouts considérables de leur région et de tirer le meilleur parti d'un tissu industriel dense, développé.

« En ce qui concerne l'agriculture, notamment dans l'Ardèche et la Drôme, je rappelle que le gouvernement entend obtenir, au cours des négociations d'élargissement de la Communauté économique européenne, les dis-

positions permettant d'éviter que les productions méditerranéennes de ces départements ne soient perturbées par l'élargissement du Marché commun. C'est dans cet esprit que nous demandons en particulier une réforme des réglementations applicables aux fruits et légumes.

— Peut-on attacher une signification politique à l'absence de

parti particulier que, depuis mars 1974, le premier ministre porte à la région et à sa capitale ?

« Lorsque j'ai décidé de me présenter à Lyon pour les élections législatives de mars 1978, j'ai pris devant les électeurs de ma circonscription l'engagement de ne pas me comporter comme un « parachuté » dont

le seul souci est d'obtenir un siège à l'Assemblée nationale, et une fois les élections passées, de ne s'intéresser que de façon épisodique à la circonscription qui l'a élu. Les Lyonnais, et plus généralement ceux de ma circonscription, m'ont accueilli à l'échelle de leur vie et m'ont donné de nombreux témoignages d'affection et de sympathie. Je leur suis très attaché et j'entends apporter

à Lyon, au département du Rhône et à la région Rhône-Alpes tout le concours qui est en mon pouvoir.

« Il paraît qu'on me prête des intentions diverses et curieuses. Ceux qui me soupçonnent de vouloir faire, à Lyon, une carrière politique sont, comme toujours, surtout jaloux de ceux qu'ils entendent faire eux-mêmes. »

Propos recueillis par
BERNARD ELIE
et FRANÇOIS GROSCHARD.

LES PERSPECTIVES DE L'AN 2000

« La clé de l'avenir ce sont les investissements commerciaux à l'étranger »

Six secteurs d'avenir

TIRANT les conclusions du colloque sur Rhône-Alpes en 2000, M. Barre a élargi le thème de la réflexion : « Tous les secteurs de France, s'il est dit, se trouvent confrontés à un grand nombre de défis, posés par l'évolution du monde, des techniques, les changements profonds qui se manifestent dans les relations internationales. (...) »

« Il nous faut donc réfléchir à l'essentiel pour trouver non pas un second souffle, mais un nouveau souffle, de manière à relever les défis que nous présente le monde contemporain et que nous présentera le monde de demain. »

Quelle a été la nature de la réflexion engagée par les participants à ce séminaire ?

« Le premier lien, a dit M. Barre, a été fait entre les problèmes de Rhône-Alpes, comme d'ailleurs les problèmes de la France avec une vision mondiale. D'ailleurs, il n'y a plus de limitations géographiques des relations économiques ; la grande révolution des transports, l'extension de l'information font que les concurrents sont partout. C'est pourquoi il faut assurer son avenir, doter les entreprises de ce qui leur est nécessaire, et lui est possible d'être présent partout. »

Deuxième point de réflexion : il faut attacher de l'importance à la qualité des hommes : « Il n'y a de richesse que d'hommes compétents formés, car le monde d'aujourd'hui et le monde

de demain nécessitent de la part de ceux qui voudront y exercer une activité une formation permanente personnelle, que leur permettra d'être prêts à leur emploi qui leur seront offerts, mais aussi de disposer de la capacité d'adaptation qui sera rendue nécessaire par la transformation des emplois. (...) »

Protection et soléisme

La troisième conclusion du colloque est pour M. Barre : la nécessité de rechercher des activités économiques compétitives et rentables. Le premier ministre a beaucoup insisté sur ce point.

« Le 10^e de l'avenir, a-t-il dit, c'est la compétitivité. (...) Tout ce qui est sécurité, au sens de protection, au sens de privilège, au sens de sécurité, tout cela est de la compétition. (...) L'intérêt de la France et des Français, car cela équivaut finalement à la régression économique, la diminution des niveaux de vie et la disparition de toute anticipation de progrès. (...) Or, je ne suis pas que l'optimisme, je suis aussi réaliste. (...) Les défis de l'avenir, ce sont les investissements commerciaux à l'étranger. (...) »

Partant alors en qualité de premier ministre et non pas en tant que participant à titre personnel au colloque, M. Barre a ajouté : « Je crois que c'est là un domaine auquel le gouvernement s'efforcera dans les prochains mois d'apporter des solutions tout à fait nécessaires. »

« Tous les pays, même les pays de l'Est, savent quelle est la signification économique du progrès. (...) Dans l'avenir, nous devons prendre conscience du fait que le profit est la récompense de l'efficacité et la source du financement d'investissements, par conséquent la source de la création d'emplois. (...) »

M. Barre a ensuite posé la question : que signifie avoir des activités économiques rentables ? Selon lui, dans le monde actuel, cela signifie trois choses : « la production constante de la demande internationale ; l'innovation ou le renouvellement ; et enfin une position économique et financière rigoureuse. »

Enfin la quatrième conclusion tirée du colloque est pour le premier ministre : « Que l'avenir de la région passe par l'aspect d'entreprises. C'est-à-dire par l'aspect concurrentiel. (...) Nous sommes un pays qui est industriellement développé. (...) Quand nous comparons notre structure industrielle à celle de nos voisins comme l'Allemagne fédérale, nous sommes très en retard. (...) Par conséquent, le champ est ouvert à la création d'entreprises. (...) La clé de l'avenir, ce sont les investissements commerciaux à l'étranger. (...) »

Enfin, M. Paul Domignon, président de l'Union professionnelle de la région Rhône-Alpes, après avoir relevé que le secteur de l'industrie dans l'industrialisme est en retard par rapport aux voisins allemands et suisses, a lancé ce qui constitue à coup sûr une petite bombe dans les milieux bancaires : « Il faut rechercher, a-t-il dit, les circuits les

(Suite de la page 7.)

« Ce sont : les industries de la santé, qui bénéficient d'un environnement favorable pour la recherche ; les équipements de production et de transport de l'énergie électrique ; les spécialités informatiques et électroniques ; l'industrie du froid, qui développe de nombreuses activités d'ingénierie ; le secteur pharmaceutique ; le tourisme d'hiver, qui devrait, grâce aux infrastructures autoroutières, attirer une importante clientèle étrangère.

Pour mieux résister à la double concurrence (celle technologique des pays industrialisés et celle sur les prix de certains pays en voie de développement), le rôle de l'innovation sera décisif, car elle rendra possibles des gains de productivité », a souligné M. Marc Sautou, directeur du Centre de recherche de l'Institut. A cet égard, des incitations fiscales permettant de diminuer le prix des prestations des centres techniques et professionnels, notamment pour les petites entreprises, ont été réclamées.

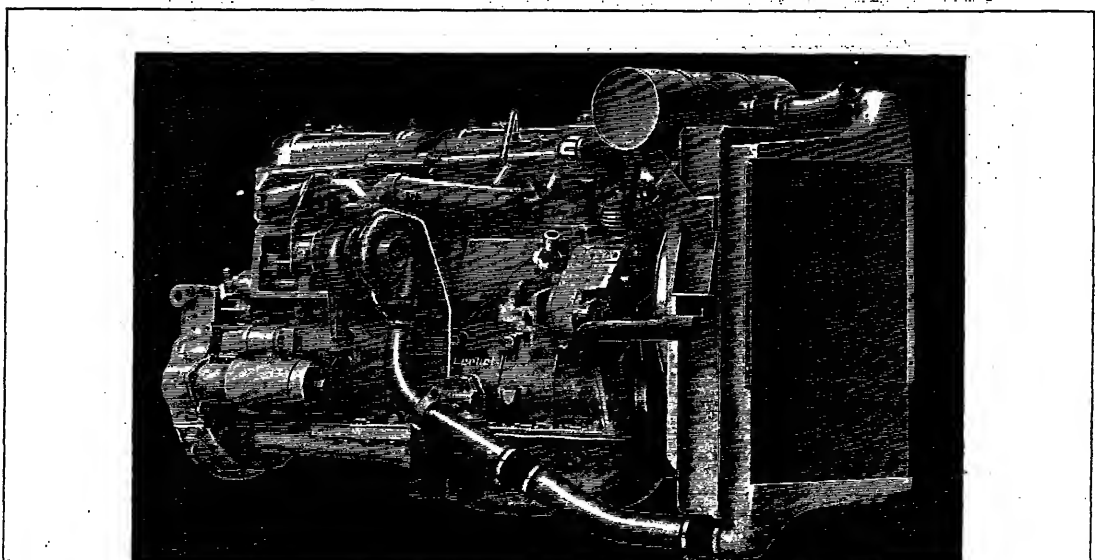
Enfin, M. Paul Domignon, président de l'Union professionnelle de la région Rhône-Alpes, après avoir relevé que le secteur de l'industrie dans l'industrialisme est en retard par rapport aux voisins allemands et suisses, a lancé ce qui constitue à coup sûr une petite bombe dans les milieux bancaires : « Il faut rechercher, a-t-il dit, les circuits les

plus courts et assurer le réajustement des dépenses dans toute la mesure du possible. Pour atteindre ce résultat, nous proposons une régionalisation des grandes banques nationales pouvant aller jusqu'à la constitution de conseils d'administration régionaux ou une coordination nationale sous forme de holding. »

Autre suggestion intéressante de M. Domignon, cette fois-ci à l'adresse des fonctionnaires : « Il est souhaitable que les fonctions de conseil et de contrôle ne soient pas assurées par les mêmes hommes au sein des mêmes administrations. Il y a là une ambiguïté peu propice à la confiance et à l'efficacité du rôle de conseiller. »

A défaut de bénéficier d'un plan d'urgence, comme viennent de s'en voir octroyer un le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine, voilà les énergies de Rhône-Alpes mobilisées pour l'an 2000.

On a entendu beaucoup d'appels à la solidarité, à la formation, à la concertation, à l'innovation, à l'initiative. C'est pourquoi, même si la situation économe provoque, dans cette région comme dans d'autres, de légitimes inquiétudes pour le très proche avenir, on peut estimer que ce qui s'écrit au sein de Rhône-Alpes a une valeur expérimentale, voire exemplaire, à l'usage de toutes les provinces françaises, ce qui n'est pas mené de relever le premier ministre. — F. GR.



Poids lourds: le moteur le plus performant d'Europe est né à Lyon.

C'est à Lyon qu'est né le moteur grand des poids lourds : le 300 ch des GRV 305 Berliet. Sa conception originale, maxi-couple, turbo à air refroidi, a permis aux ingénieurs du centre d'études et de recherches Renault Véhicules Industriels d'obtenir un rapport performances/consommation inégalé à ce jour.

Déjà le Turbo Economie Test, organisé en 1978 à l'initiative de la Prévention Routière, avait mis en évidence la sobriété de ce moteur. Depuis, les journalistes français et allemands l'ont essayé et comparé... Ils sont unanimes sur le caractère exceptionnel de l'ensemble de ses performances. Sobriété, puissance, silence de fonctionnement : des arguments de poids sur le marché européen.

RENAULT
Véhicules Industriels



un conflit force du européen

- Une position Suisse (GENÈVE)
- Sous le Mont MARSILLE, l'Alsace Orientale
- Des infrastructures
- Un réseau maillé
- Un aéroport CFI et deux LON-SATO
- Le T.G.V. LON-GENÈVE
- Une gare bien équipée
- Une main d'œuvre qualifiée
- Des hydro-

محركات الديزل

Banque à part

(Suite de la page 7.)

Et s'il y avait d'autres « Majorités », comment ces responsables pourraient-elles être élues ? Au-delà des grandes sociétés, bien souvent à problèmes, les nombreuses P.M.E. de la région lyonnaise, et surtout les moyennes grandes (80 à 250 millions de chiffre d'affaires), ne constituent-elles pas un extraordinaire « vivier », où les investisseurs, publics ou privés, pourraient venir pêcher pour donner aux dirigeants les moyens de développer en augmentant leurs fonds propres ?

« Les malades
et les moribonds »

un amplificateur de tendance. Il jouit que d'ici à sa mise en service nous parvenions à persuader les Chiréens d'entreprises que les services offerts par Lyon répondent bien à toutes leurs demandes. Si la tendance est amorcée, les gens se diront : le saut n'est pas grand, ce n'est pas l'exil, encore moins la déportation.

Pour persuader les dirigeants économiques, Léon et la région ont d'abord surtout insisté sur elles-mêmes, en exprimant leur volonté de décentralisation, en mettant en œuvre des moyens propres et en agissant en concertation avec les pouvoirs publics. « Ce n'est pas pour nous, les publics d'une région, c'est la promesse d'une mentalité de centralité. La décentralisation est l'affaire de tout le monde. » De toute façon, le processus s'élargit, selon M. Chénou. « La patience et l'insistance. » Il faut introduire les germes dans le boudillon des entreprises pour qu'il s'y développe et que le jour de l'essentialité d'une décentralisation se présente, à vous, à nous, à nos collègues, à nos voisins et qu'à l'heure où l'on se choisit, a

M. Chemassin reconnaît que l'appui des pouvoirs publics s'exerce bien dans le domaine du développement économique et du plan industriel, c'est le barrage à Fourtault les deux secteurs — tertiaire et secondaire — sont en plein développement, l'attention simultanément si l'on veut maintenir l'équilibre de la région. « La position des pouvoirs publics est favorable, le rôle de la Région Rhône-Alpes est très inquiétante. Non seulement les industries nouvelles s'implantent, mais ils souhaitent même que des industries quittent la région pour aller s'installer dans les régions dévalorisées ». Ouest, le Lorraine ou Marseille. Le risque est de voir la région perdre sa nette d'alarme trois fois. Il ne faudrait pas, sous prétexte de sauver les monobords, tuer un malade.

BERNARD ELIE

neur, lors however, le Crédit lyonnais, dont le siège est encore à Lyon, et qui reste le premier établissement de la région Rhône-Alpes, a été élu membre de la B.N.P., la Société générale et la Lyonnaise de crédit, banque d'investissement, qui ont également joué le jeu de la décentralisation, bien que certainement pas de la même façon — lui reprochant d'être le moins lyonnais des établissements de crédit. Mais, en plus, ils ont contribué à la création de Siparex, en raison des reticences qu'ils ont exprimées quant à leur seule direction régionale à large compétence, mais, outre une participation à Siparex, l'installation d'une antenne de la B.N.P. à Lyon.

Il faut citer aussi la Lyonnaise de crédit, associée aujourd'hui à la C.G.C. (Caisse générale de crédit), qui a également marqué sa ville d'origine, via la C.G.C. de Rhône-Poulenc, d'emplois entrecoupés à rendre à la région, et de la création de filiales de ces métropoles régionales qui, autre-Rhône, ont fait le succès

de son président, M. Jean-Louis Laroche, qui a été élu à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de la région lyonnaise. M. Laroche a été élu à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de la région lyonnaise. M. Laroche a été élu à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de la région lyonnaise.

taille en 1975 une délégation régionale avec des pouvoirs étendus, et fit preuve à cette occasion d'une grande sagesse. L'ensemble maintenant se décomposait d'une manière plus réelle sous une forme spéciale, celle d'un comité de liaison, qui se réunissait à la fois avec les dirigeants centraux. Quant à la S.N.P., elle constituait, dit-on, l'élément le plus probant de détermination de la part de la population, et se composait de 100 personnes, dont 50 à l'administration, et 50 à l'école, avec une

FRANÇOIS RENARD

ARGENT DE RELANCE

MALGRE des tentatives à Lille et à Nantes, la Siprac est la première entreprise à participer à la souscription régionale en suspension où il n'y a le jour. Arrivé par un Lyonnais à la tête de la Siprac, le directeur financier du service des études financières de la Caisse, des chefs, est organisée, dans le cadre de la Siprac, la souscription institutionnelle, la resta par des banques et des sociétés, à pour la Siprac, la souscription institutionnelle (50 à 55 millions de francs de chiffre d'affaires) hors de portée des S.D.A. (Société de Développement Régional). Il ne consent pas de crédit, et ne concourra donc pas à la souscription régionale. La Siprac a des participations en capital (maximum 5 millions de francs, bientôt 8 millions de francs) dans des sociétés de crédit, des Bourses, se ménage un portefeuille appréciable, doit dégrader des plus-values et joue le rôle de souscripteur institutionnel, mais sans complaisance. Son capital actuel est de 55 millions de francs de chiffre d'affaires, les frais de fonctionnement, étant remboursés

faibles, grâce à l'appui des services administratifs des administrations (les banques, Michelin, Renault, Poulenc, etc.). Première opération : une participation de 2,5 millions de francs dans le capital de la société Thymon (140 millions de francs de chiffre d'affaires), leader européen de la machine d'emballage sous plastique, deuxième européen derrière Bosch pour les machines de conditionnement. Une dizaine d'autres dossiers sont à l'étude, dont trois ou quatre seront adaptés dans les six prochains mois. — F. R.

haute savoie
mont blanc
lac léman, lac d'annecy

un département qui offre la garantie d'un passé solide
et propose une vision d'avenir.

LA HAUTE-SAVOIE : TERRE D'ACCUEIL ET D'ENTREPRISE

INDUSTRIELS : COMPTEZ AVEC UN "CADRE QUI APPELLE LES CADRES"

**un confluent des lignes de
force du développement
européen**

- Une position géographique aux portes de la Suisse (GENÈVE) et de l'Italie du Nord (Tunnel sous le Mont-Blanc); sur l'axe HAMBOURG - MARSEILLE, sur le voie Grand-Bretagne - Méditerranée Orientale;
- Des infrastructures autoroutières exceptionnelles;
- Un réseau téléphonique entièrement automatisé;
- Un aéroport de Saison avec PARIS (à ANNECY) et deux aéroports internationaux proches à LYON-SATOLAS et à GENEVE-CONTRIN;
- Le T.G.V. (Train à Grande Vitesse) metra PARIS - GENÈVE en 1 h 30; PARIS - LYON en 1 h 15;
- Une gamme de zones d'activité économiques bien équipées et bien placées;
- Une main-d'œuvre hautement qualifiée, formée aux techniques modernes;
- Une énergie électrique aux bons de ses centrales hydro-électriques.

**des activités qui obéissent
à un mot d'ordre :
qualité d'abord**

- Une industrie diversifiée avec de nombreuses petites et moyennes entreprises qui ont trouvé leurs « créneaux » ;
- Une industrie de pointe confrontée au meilleur par sa position frontalière, qui a relevé avec succès le défi à l'exportation, par la valeur de ses productions ;
- Un artisanat original et fécond ;
- Un commerce actif ;
- Les Haut-Savoyards ont l'habitude du travail bien fait. La tradition dans laquelle ils excellent : l'industrie de précision.

**une agriculture moderne,
qui a su spécialiser
ses productions**

- La Haute-Savoie n'est pas un musée. C'est un département montagnard dont les habitants ont, par leur travail, préservé la nature. La vie de l'alpage a gardé son rythme et sa réalité.
- Une économie agricole prospère axée sur les produits laitiers et fromagers (gruyères, tommes, reblochons...) mais aussi sur...

- La charcuterie régionale, une production fruitière normalisée et un vignoble original (Rousselle, Grépy...).

en 50 ans, la haute-savoie est devenue l'un des rendez-vous touristiques les plus courus d'Europe

- Le mont Blanc et CHAMONIX, capitale mondiale de l'alpinisme, MEGEVE, tête de file des 17 stations classées de sport d'hiver : CHAMONIX, MEGEVE, MORZINE-AVORIAZ, FLAINE, SAINT-GERVAIS, LA CLUSAZ, LE GRAND-BORNAND, LES CONTAMINES-MONTJOIE, LES HOUCHES, SAMOËNS, LES GETS, CHATEL, LA CHAPELLE-D'ABONDANCE, CORDON-ROUGE, THOLLON-LES-EMISES, LES CARROZ-D'ARACHES, COMBOULX.
- ÉVIAN, THONON, SAINT-GERVAIS, stations thermales de renommée mondiale (reins, affections cutanées), ANNÉCY et les rives de son lac devenu le plus pur, autant de noms qui chantent bien loin les charmes d'un séjour d'affaires ou de loisir.

Préfecture de la Haute-Savoie
74000 ANNECY

Chambre de Commerce et d'Industrie
de la Haute-Savoie
2, rue du Lac
74000 ANNECY

Chambre d'Agriculture
de la Haute-Savoie
rue des Iles - 74000 ANNECY

Association Touristique Départementale
Haute-Savoie Mont-Blanc
4, rue Saint-Maurice
74000 ANNECY

« Villeurbanne n'est pas la banlieue de Lyon ; c'est Villeurbanne »

Grande banlieue

« Il n'y a pas de flirt politique entre Lyon et notre ville », avait déclaré en février 1978 M. Charles Harnu, député et maire socialiste de Villeurbanne, au cours d'une séance officielle à l'issue de laquelle il avait fait élire d'honneur M. Francisque Calom, sénateur et maire de Lyon.

Lyon peut prendre quel-
quefois ombre de la per-
sonnalité qu'est ce voisin de
120 000 habitants.

et lui avait remis la médaille
d'or de Villeurbanne. « Pas de
mur de Berlin non plus, comme
certains rêvent d'en construire
entre nos deux villes », avait
précisé aussitôt le leader socia-
liste.

Les deux communes — quatre-
cent soixante-dix mille habi-
tants pour Lyon, cent vingt mille

pour Villeurbanne — forment en
effet le cœur de l'aggloméra-
tion, la base de la communauté
urbaine. Elles ont à l'évidence
des difficultés que, par souci de
cohésion, elles ne peuvent
régler autrement que par la
coopération : circulation, le plan
d'occupation des sols, le métro,
dont la ligne principale dessert
depuis huit mois les deux com-
munes. Mais Villeurbanne n'est
pas la banlieue de Lyon. C'est
Villeurbanne ! », répète fière-
ment M. Charles Harnu.

La ville est née de la révo-
lution industrielle et jusqu'en 1908
doublait sa population tous les
vingt ans. L'habitat se com-
plait étroitement avec les usines.
Ville ouvrière et industrielle,
« contrairement à Lyon », dit
M. Harnu, elle compte aujour-
d'hui huit mille Magasins, quatre
mille jadis, deux mille Arme-
nités, cinq cents Châliers. Ville-
urbanne est donc différente,
et c'est au nom de cette diffé-
rence que l'équipe élue en mars
1977 se bat depuis vingt mois.
Avec succès, il faut bien le re-
connaître, alors que depuis des
années Villeurbanne s'en allait

à petite pas, accrochée au bras
d'un maître vieillissant. L'image
de Villeurbanne à l'extérieur se
trouvait réduite à l'A.S.V.E.S.E.,
l'équipe de basket, et au T.N.P.,
le théâtre de Planchon.

Le réveil de Villeurbanne s'est
manifesté dès le lendemain des
municipales. Avec, pour com-
mencer, le refus du P.C.F. et
qu'il avait été élaboré par
l'équipe présidentielle, avec en-
core la remise en cause de pro-
grammes de construction trop am-
bitieux ou trop chers.

Une volonté politique

Autre exemple encore : en dix-
huit mois, l'affaire Olivier de
Serres — ces immeubles où s'es-
tassent dans des conditions de
vie déplorables des centaines de
familles maghrébines — a reçu
une solution alors que le conseil
trahissait depuis plusieurs années.
De la même façon, l'élection comme
suprême des pouvoirs publics et
des collectivités départementales

et régionales aboutira vraisembla-
blement à la reconstruction —
souhaitée de l'École nationale
des collectivités locales à Ville-
urbanne, sur un terrain de cinq
hectares repris à une société im-
munitaire. L'emplacement récu-
péré servira d'ailleurs partiellement
à aménager un parc public.
Augmenter la surface des espaces
verts par habitant, tel était un
des préoccupations majeures de
la nouvelle municipalité.

L'exercice de la démocratie
locale a donc lié à des chan-
gements profonds : création d'un
conseil consultatif réunissant les
délégués des nombreuses asso-
ciations villeurbanaises ; mul-
tiplication des référendums pour
définir la politique d'équipement
par quartier ou pour l'ensemble
de la collectivité ; développement
de l'information à travers un
bulletin « ouvert à l'opposition ».
« Le résultat, explique Charles
Harnu, c'est qu'il n'y a plus un
immeuble sans son comité de
locataires et que les associations
de quartier sont passées de qua-
tre à seize ». Conséquence :
adjoints et maires passent de dix
à douze heures par jour à l'hôtel
de ville. « Beaucoup commencent
à être sur les genoux », se van-
te M. Harnu, et les choses ont
se mettre en place très rapi-
dement, c'est à parer que le
conseil ne connaît pas d'opposi-
tion interne. « Nous avons une
chance unique en France : nous
sommes la seule municipalité de
France à direction, sociale-
ment homogène et cohérente », sou-
ligne-t-il.

Le secret de ce certain ressus-
cités ? « La volonté politique.
Beaucoup des actions que nous
menons ne sont pas inscrites dans
le code municipal. »

De côté de Lyon, on considère
parfois avec un peu d'agacement,
mais souvent avec intérêt, le
renouveau villeurbanais. Les
municipales prises lui sont édi-
fiantes. « Nous avons des
désirs par exemple la gratuité
de l'eau, que l'équipement de la
commune pour toutes nos asso-
ciations, Lyon a pris une mesure
semblable un mois après », observe
le maire de Villeurbanne. Ce ne
sont pas les éloges qui se plain-
dront de cette émulation.

BERNARD ELIE.

TRIBUNE

L'Isère au minimum vital

D ES Alpes au Rhône, l'Isère offre deux visages : un secteur
de hautes montagnes peu peuplé, mais représentant tou-
tefois près de la moitié de la superficie du département,
une agglomération de quatre cent mille habitants vers laquelle
convergent trois vallées fortement industrialisées, un milieu rural
encore relativement traditionnel, une zone septentrionale tournée
vers Lyon et les industries lourdes de la vallée du Rhône. Devant une
telle diversité, la tâche de l'assemblée départementale n'est pas tou-
jours chose facile. Dans le cadre de la loi de 1971, qui confère aux
conseils généraux une mission d'administration, générale du départe-
ment, l'assemblée départementale est conduite à intervenir dans
des domaines multiples et déterminants pour l'avenir du départe-
ment. Et plus la volonté des élus de s'insérer dans la vie économique
et sociale de leur département est grande, plus les interventions
nouvelles sont importantes.

Ainsi le conseil général de l'Isère joue-t-il un rôle de premier
plan en matière foncière, en matière d'aménagement et de trans-
ports en commun, il exerce dans ces domaines une responsabilité
importante dont le coût financier est souvent élevé, mais conditions
très largement la qualité de la vie pour les habitants de l'Isère.
De même, la montée tropique du chômage et la gravité de la
crise qui frappe durement le département ont conduit le conseil
général à prendre des initiatives pour la défense de l'emploi : un
fonds d'investissement a été mis en place pour favoriser dans
toute la mesure du possible la création ou l'extension d'entreprises
locales petites et moyennes, inciter des implantations d'entreprises
extérieures et encourager le développement de nouvelles activités
industrielles, artisanales et touristiques dans les régions les plus
menacées.

Les élus départementaux et communaux sont de plus en plus
interrogés par la population, qui sollicite de leur part une action
efficace dans le domaine de l'emploi et donc du développement
économique de leur région. Malheureusement, le conseil général ne
dispose pas des moyens qui lui permettraient d'intervenir de façon
décisive en matière d'emploi, c'est-à-dire dans un secteur où les
responsabilités du pouvoir et du système économique sont évidentes.
Afin d'être mieux informé, et de pouvoir orienter l'état et l'opini-
on publique, le conseil général s'est doté dernièrement d'une
cellule d'observation économique, au sein de laquelle d'expansion éco-
nomique qui est déjà son émission.

Une politique départementale de développement économique doit
prendre sa place dans un cadre plus large que celui de l'aména-
gement du département. Les départements, devant l'impuissance des
communes pour faire face au « minimum vital » en matière d'acqui-
sitions foncières, sont amenés à intervenir pour préserver l'avenir et
se donner les moyens, en élaborant des plans d'action foncière, d'une
politique efficace au service des communes.

Ces nouvelles missions entraînent des charges importantes pour
les collectivités locales frappées elles aussi de plein fouet par la crise
qui a des répercussions directes sur le volume des taxes profes-
sionnelles encaissées.

Le diagnostic de la crise des collectivités locales a été fait depuis
longtemps sans que des solutions sérieuses aient jamais été apportées
pour la majorité actuelle. Ce ne
sont pas les éloges qui se plain-
dront de cette émulation.

LOUIS MERMAZ,
député (P.S.) de l'Isère,
président du conseil général.

savoie 73

CHAMBERY - AIX-LES-BAINS - TARENTAISE - MAURIENNE - PARC DE LA VANOISE



DES VACANCES DE QUALITÉ AU CŒUR DES ALPES FRANÇAISES

un accueil chaleureux

- 250 000 lits, 65 stations et centres touristiques équipés l'hiver et l'été.
- Plus de 600 hôtels classés tourisme ;
- 12 000 lits en gîtes ruraux, chambres d'hôtes, tables d'hôtes, campings à la ferme ;
- 20 000 lits en villages de vacances, maisons familiales de vacances, centres pour jeunes, classes de neige ;
- 15 000 places de camping.

le vert et le bleu des vacances d'été

- De juin à septembre :
- Eau vivante des rivières et lacs : natation - voile - (canoë-kayak) - ski nautique - planche à voile - pêche tranquille et sportive.
- Promenades et randonnées : profitez en famille de la nature vraie. Sentiers balisés et entretenus - sentiers de grande randonnée - grande traversée des Alpes - Parc de la Vanoise - découverte de la faune et de la flore - safari photo.
- Loisirs sportifs : tennis - alpinisme - équitation - vol à voile - delta-plane - golf - ski d'été.
- Un cadre de vie : stages d'artisans - activités traditionnelles - fêtes folkloriques - animation culturelle - visite de villes.

puis le blanc de l'hiver

- De décembre à mai :
- Ski de piste et ski de fond - 42 stations de sport d'hiver - 700 remontées mécaniques - les domaines skiables parmi les plus sûrs et les mieux équipés - promenades - randonnées - cadre de vie hivernal.

la santé heureuse

- Quatre saisons thermales : AIX-LES-BAINS, CHALLES-LES-EAUX, BRIDES-LES-BAINS, LA LÈCHÈRE.
- Repos - détente - activités adaptées - distractions - shopping.

L'équipement de grande sites de tourisme d'hiver est actuellement en voie d'achèvement. Le départe-
ment onne aujourd'hui ses interventions vers un développement mieux réparti géographiquement faci-
tant une double préoccupation :

- Un aménagement du territoire dont l'objectif est le maintien de la population dans certains secteurs ; la moyenne montagne et l'avant-pays ;
- La prise en compte de besoins exprimés par les populations urbaines et de la grande station de plein neige n'ont pas permis, du fait de leurs caractéristiques, de satisfaire : stades de neige - centres de ski de fond - zones de loisirs de week-end.

Pour mener à bien cette politique, le CONSEIL GÉNÉRAL dispose d'un Fond d'aide aux communes pour leur équipement touristique (le FACET) et a mis sur pied, en liaison avec les communes concernées, des Syndicats mixtes d'aménagement.

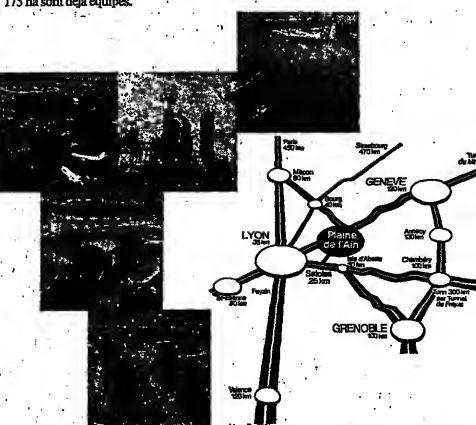
INFORMATION

Association Départementale de Tourisme de la Savoie
5, rue du Bon-Pasteur - 73000 CHAMBERY - Tél. 69.30.87
Union Départementale des Syndicats d'Initiative et Offices du Tourisme
11 rue, avenue de Lyon - 73000 CHAMBERY

INDUSTRIES LOURDES

OÙ ALLER ?

Un emplacement vaste, bien équipé et bien situé, c'est difficile à trouver aujourd'hui. Mais ça existe.
Près de Lyon, La Plaine de l'Ain pour accueillir les industries lourdes.
Ses atouts : un terrain extra-plat en lots de 1 à 50 ha, une aptitude excellente aux fondations
industrielles, des matériaux bon marché, d'insaisissables disponibilités en eau (débit du Rhône :
500 m³/seconde en moyenne), l'énergie des centrales électriques du Bugey (à 4 km),
des taxes professionnelles très faibles, un centre de traitement des déchets industriels (Plafon)
et un prix de terrain compétitif : 36 F le m².
Les moyens de communication correspondent à la vocation de La Plaine de l'Ain :
rattachement par voie ferrée au centre de triage international d'Ambrérie, raccordement à
l'autoroute A42 Lyon-Grenoble (mise en service 1981), proximité de l'Aéroport International
de St-Etienne (25 minutes) -
175 ha sont déjà équipées.



plaine de l'ain

Zone Industrielle de 175 ha
à 35 km de Lyon.

Prenez contact avec Gérard Rohart,
Syndicat Mixte de La Plaine de l'Ain,
3, avenue Condorcet,
69100 Villeurbanne - Tél. (78) 52.28.34.

Reberty 1850
Le village
des Menées
3 vallées

IV. — Pour un nouveau monde (*)

5, Fbg Saint-Jacques - 26 000 VALENCE
Tél. (75) 43-28-76

هڪ ڏينھن

Dans les ateliers protégés, les ouvriers handicapés veulent cesser d'être des assistés

Les O.S. de l'oubli

TUBES de néon en cours de montage, pièces pour automobile sur fraiseuse, vérification et emballage... dans les diverses tranches de production de l'atelier protégé (1) pour handicaps de Saint-Etienne (Loire), créé en 1981, règne une effervescence studieuse pour terminer à temps les commandes en sous-traitance. Les délais sont courts, les tarifs assez bas. C'est à ces conditions que l'atelier a hérité d'un...

A Saint-Étienne on sait que le handicap physique n'est pas insurmontable pour apprendre et exercer une activité professionnelle.

Postes sont assurés en binôme. Des machines ont été modifiées pour faciliter le travail selon le handicap. Les ateliers sont les seules particularités de cet atelier où travaillent soixante ouvriers et quarante ouvrières, en majorité de moins de trente ans. L'encadrement — un peu dix — est assuré par des professeurs de l'industrie.

Pour Marc Fichet, ancien responsable C.F.D.T. devenu directeur de l'atelier, « le handicap physique n'est plus ni majeur ni insurmontable pour apprendre et exercer une activité professionnelle. Et la plupart de nos salariés ont une qualité de débiles ou de retardés qui ne leur sont en fait jamais un système social habituel ». A Saint-Etienne, on ne fait aucune sé-

(1) En 1978, il existe en France une soixantaine d'ateliers protégés regroupant trois mille handicapés, soit un sur trente environ. Dans la région Rhône-Alpes, six établissements offrent trois cent quatre-vingt places : un dans le Rhône, un dans la Loire, un dans la Drôme et trois en Haute-Savoie.

13) Le projet est lancé par l'Association pour la rééducation, la promotion professionnelle et sociale des handicapés physiques, l'AREP-SHSA de Saint-Siennais, qui gère l'atelier protégé. Celle-ci regroupe la Fédération des mutilés de France, l'Association des paralysés de France, la Caisse d'allocations familiales, la Caisse de sécurité sociale, le Secours, la direction départementale du travail, la direction de l'action sanitaire et sociale, la F.S.P., la mutualité sociale, etc.

grégation selon les handicaps. On y favorise, outre l'efficacité et l'assiduité, la polyvalence qui rendra le reclassement éventuel plus facile. Ainsi passe-t-on de la chaîne et du travail en équipe au poste individuel, où les tâches sont décomposées, adaptées,

« Les machines sont modernes, si n'y a pas de chefs trop heureux de l'être comme à Villeurbanne, et le travail finit, on vit bien, alors que là-bas on travaillait androït, sans jamais rencontrer personne... Ce jeune ouvrier a passé quelques mois dans un atelier où il était protégé à l'excès, mais qu'il a vite détesté, car son rendement y était jugé insuffisant. A Saint-Etienne, depuis deux ans, il se sent plus à l'aise, car il a récemment été élu délégué syndical.

A l'atelier, qui n'assure ni hébergement, ni transport, on peut dissocier via professionnelle

et vie privée, les horaires sont fixes, mais il n'y a pas de pointage. Trente-cinq heures par semaine pour un salaire basé en partie sur le rendement. Le minimum assuré par le travail en atelier est fixé au tiers du SMIC. Le complément est financé par l'Etat — cette garantie de ressources est fixée à 90 % du SMIC. Au-delà de ce minimum de revenu sont versées d'autres bonifications. Le revenu mensuel

d'un handicapé en atelier peut ainsi atteindre 120 % du SMIC. Peu nombreux à Saint-Etienne sont ceux qui l'atteignent. Et tous regrettent que la loi d'orientation de 1975, mise en application sur ce point en 1978, ait supprimé le cumul du salaire et de l'allocation aux adultes handicapés ainsi que les allocations de compensation. Ces dernières devraient être remplacées. Mais quand ?

**Isolés
et ignorés**

En attendant, la plupart ont ainsi perdu depuis un an une part importante de leur revenu. Tel ce homme de quarante ans, travaillant sur presse à rythme égal, pour qui la perte mensuelle a été de 1 000 francs, soit le tiers de ce qu'il touchait avant. « Drôle de façon de nous inciter au travail et de ne pas nous pousser dans une pèlerine d'assistés », comme ils disent, regrette-t-il.

La mission de l'atelier protégé est de faciliter l'adaptation au travail préalable à une embauche future dans une entreprise quelconque. Tels sont les textes. Mais la réinsertion ne serait-elle qu'un vœu pieu ? « La moitié d'entre nous pourraient travailler avec des valides. Mais la

société préfère nous laisser à part, pour ne pas gêner le regard des autres », dit-on dans les tranches de production, où l'on rêve de recassement. De 8 % l'an, le taux de recassement a brusquement chuté en 1977 à 4 %. Le bassin stéphanois en pleine crise n'offre plus guère d'emplois. Et les quelques postes que la loi oblige à réserver pour les handicapés dans les entreprises sont souvent occupés par des retraités.

« Evidemment solidaires des travailleurs de Manufacture ou

de Craxi? Non, dit-il, les communistes ne sont effrayés que par la crise, on ne peut capitaliser sur la crise. Il faut donc se protéger. La crise va persister, dit-il. Alors, il faut que les communistes aient une stratégie. Il faut qu'ils aient une stratégie de 10, 15, 20, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000, 1010, 1020, 1030, 1040, 1050, 1060, 1070, 1080, 1090, 1100, 1110, 1120, 1130, 1140, 1150, 1160, 1170, 1180, 1190, 1200, 1210, 1220, 1230, 1240, 1250, 1260, 1270, 1280, 1290, 1300, 1310, 1320, 1330, 1340, 1350, 1360, 1370, 1380, 1390, 1400, 1410, 1420, 1430, 1440, 1450, 1460, 1470, 1480, 1490, 1500, 1510, 1520, 1530, 1540, 1550, 1560, 1570, 1580, 1590, 1600, 1610, 1620, 1630, 1640, 1650, 1660, 1670, 1680, 1690, 1700, 1710, 1720, 1730, 1740, 1750, 1760, 1770, 1780, 1790, 1800, 1810, 1820, 1830, 1840, 1850, 1860, 1870, 1880, 1890, 1900, 1910, 1920, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010, 2020, 2030, 2040, 2050, 2060, 2070, 2080, 2090, 2100, 2110, 2120, 2130, 2140, 2150, 2160, 2170, 2180, 2190, 2200, 2210, 2220, 2230, 2240, 2250, 2260, 2270, 2280, 2290, 2300, 2310, 2320, 2330, 2340, 2350, 2360, 2370, 2380, 2390, 2400, 2410, 2420, 2430, 2440, 2450, 2460, 2470, 2480, 2490, 2500, 2510, 2520, 2530, 2540, 2550, 2560, 2570, 2580, 2590, 2600, 2610, 2620, 2630, 2640, 2650, 2660, 2670, 2680, 2690, 2700, 2710, 2720, 2730, 2740, 2750, 2760, 2770, 2780, 2790, 2800, 2810, 2820, 2830, 2840, 2850, 2860, 2870, 2880, 2890, 2900, 2910, 2920, 2930, 2940, 2950, 2960, 2970, 2980, 2990, 3000, 3010, 3020, 3030, 3040, 3050, 3060, 3070, 3080, 3090, 3100, 3110, 3120, 3130, 3140, 3150, 3160, 3170, 3180, 3190, 3200, 3210, 3220, 3230, 3240, 3250, 3260, 3270, 3280, 3290, 3300, 3310, 3320, 3330, 3340, 3350, 3360, 3370, 3380, 3390, 3400, 3410, 3420, 3430, 3440, 3450, 3460, 3470, 3480, 3490, 3500, 3510, 3520, 3530, 3540, 3550, 3560, 3570, 3580, 3590, 3600, 3610, 3620, 3630, 3640, 3650, 3660, 3670, 3680, 3690, 3700, 3710, 3720, 3730, 3740, 3750, 3760, 3770, 3780, 3790, 3800, 3810, 3820, 3830, 3840, 3850, 3860, 3870, 3880, 3890, 3900, 3910, 3920, 3930, 3940, 3950, 3960, 3970, 3980, 3990, 4000, 4010, 4020, 4030, 4040, 4050, 4060, 4070, 4080, 4090, 4100, 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4160, 4170, 4180, 4190, 4200, 4210, 4220, 4230, 4240, 4250, 4260, 4270, 4280, 4290, 4300, 4310, 4320, 4330, 4340, 4350, 4360, 4370, 4380, 4390, 4400, 4410, 4420, 4430, 4440, 4450, 4460, 4470, 4480, 4490, 4500, 4510, 4520, 4530, 4540, 4550, 4560, 4570, 4580, 4590, 4600, 4610, 4620, 4630, 4640, 4650, 4660, 4670, 4680, 4690, 4700, 4710, 4720, 4730, 4740, 4750, 4760, 4770, 4780, 4790, 4800, 4810, 4820, 4830, 4840, 4850, 4860, 4870, 4880, 4890, 4900, 4910, 4920, 4930, 4940, 4950, 4960, 4970, 4980, 4990, 5000, 5010, 5020, 5030, 5040, 5050, 5060, 5070, 5080, 5090, 5100, 5110, 5120, 5130, 5140, 5150, 5160, 5170, 5180, 5190, 5200, 5210, 5220, 5230, 5240, 5250, 5260, 5270, 5280, 5290, 5300, 5310, 5320, 5330, 5340, 5350, 5360, 5370, 5380, 5390, 5400, 5410, 5420, 5430, 5440, 5450, 5460, 5470, 5480, 5490, 5500, 5510, 5520, 5530, 5540, 5550, 5560, 5570, 5580, 5590, 5600, 5610, 5620, 5630, 5640, 5650, 5660, 5670, 5680, 5690, 5700, 5710, 5720, 5730, 5740, 5750, 5760, 5770, 5780, 5790, 5800, 5810, 5820, 5830, 5840, 5850, 5860, 5870, 5880, 5890, 5900, 5910, 5920, 5930, 5940, 5950, 5960, 5970, 5980, 5990, 6000, 6010, 6020, 6030, 6040, 6050, 6060, 6070, 6080, 6090, 6100, 6110, 6120, 6130, 6140, 6150, 6160, 6170, 6180, 6190, 6200, 6210, 6220, 6230, 6240, 6250, 6260, 6270, 6280, 6290, 6300, 6310, 6320, 6330, 6340, 6350, 6360, 6370, 6380, 6390, 6400, 6410, 6420, 6430, 6440, 6450, 6460, 6470, 6480, 6490, 6500, 6510, 6520, 6530, 6540, 6550, 6560, 6570, 6580, 6590, 6600, 6610, 6620, 6630, 6640, 6650, 6660, 6670, 6680, 6690, 6700, 6710, 6720, 6730, 6740, 6750, 6760, 6770, 6780, 6790, 6800, 6810, 6820, 6830, 6840, 6850, 6860, 6870, 6880,

grande dans ces conditions, craint Marc Fléchet, de garder le plus longtemps possible ceux qui justement surmontent leur handicap et sont opérationnels. » Quelle usine n'hésiterait pas à se débarrasser de ses meilleurs éléments ? Ce genre de contradiction peut nuire à la reclasse-

professionnel du département. Logés, nourris, formés gratuitement, ils touchent des allocations correspondant à celles de la formation professionnelle des adultes. Le foyer d'une sobriété de places est « d'abord une communauté d'adultes fonctionnant avec un minimum de règles, où l'on réapprend, à vivre, professionnellement et socialement », explique M. Rouvière, le directeur. En fin de stage, le centre cherche à placer les élèves dans

TRIBUNE

C'EST fait ! Eurodif produit enrichi, la centrale nucléaire de Cruas se construit, celle d'Autolieu d'utilité publique. Le terrain dédié des combustibles nucléaires développe en effet sa troisième tranche. L'Etat reçoit son surgénérateur. S'ensuivent la mise au point des travaux relatifs et de la maintenance des travaux.

Ce centre et l'atelier protégés s'inscrivent dans un projet de création d'un Institut de reclassement professionnel (2). Né à Saint-Etienne, c'est la première approche globale du problème coordonnant les diverses institutions : orientation, formation, activité, réinsertion seraient assurés complètement.

Pour supprimer l'aspect de chapelle, où de concurrence, dont certains handicapés sont parfois victimes...

DANIELLE ROUARD

Paysages de l'atome

Les premières unités d'uranium du Tricastin s'achève, celle de Saint-Maurice-Pécl est déclarée, la Franco-Belge de fabrication ne, à Romans, ses activités, Bugey de Creys-Maillât se prépare à transformer la vallée du Rhône

(Publicité)

PACCARD,
nous exportons nos techniques

[illegible]

Ce souci constant de perfection a permis à cette fonderie, DEPUIS 1796, de se hisser au premier rang et a fait de la France un des pays exportateurs le plus important. Souhaitons à cette entreprise et, en particulier, à Monsieur Pierre PACCARD et à sa famille, de pouvoir encore longtemps perpétuer cette tradition.

FONDERIE PACCARD - ANNECY-LE-VIEUX 74000

une banque privée spécialiste du financement
des P.M.E. et de la gestion du patrimoine
des particuliers...

banque **Lauderhner**

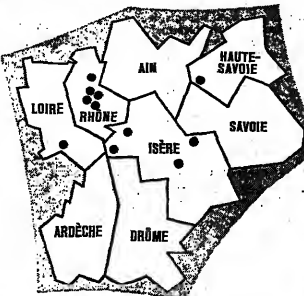
HAUTE-SAVOIE ISÈRE LYON

SEB S.A. UN GROUPE INTERNATIONAL
QUI PARTICIPE A LA VIE DE SA RÉGION

Le GROUPE SEB S.A. assure, sur un effectif total de 9.000 personnes, plus de 5.200 emplois dans ses onze établissements de la région Rhône-Alpes.

Sous ses marques CALOR, SEB, TEFAL, LE TREFFLE, JAMET, le GROUPE SEB S.A. est au premier plan de l'industrie de l'équipement ménager, électroménager et des loisirs.

Leader du marché français pour un grand nombre d'articles, le GROUPE SEB S.A. est aussi le premier exportateur français de friteuses, autocuiseurs, fers à repasser, articles anti-adhésifs... vendus dans le monde entier, notamment par l'intermédiaire des filiales étrangères implantées dans les principaux pays européens et aux U.S.A.



Dans le GROUPE SEB S.A.,
un salarié sur trois travaille
pour l'exportation.

Points d'appui :
économie Rhône-Alpes

nouvelle formule

**Pour suivre et
comprendre ce qui se
passe dans la région**

**Un nouveau style ..
d'articles et d'analyses
accessibles et vivants
proches de l'actualité**

Revue bimestrielle - 15
Insee Rhône-Alpes
165, rue Garibaldi -
Lyon 3e.

Probablement serions-nous moins amers d'être, au nom d'un

[illegible][illegible]

MAURICE PIC,
*Sénateur (P.S.), maire de Montélimar,
président du conseil général de la Drôme.*

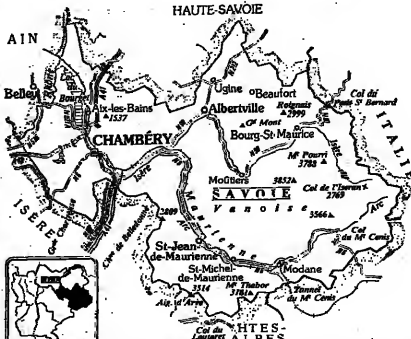
D'ANNECY

CONNECT

Abstract

Retrouver la rigueur

1



La fin des longs hivers

[illegible]

n'envie ne pourrais d'ailleurs
 profiter solitairement de
 la situation privilégiée. Genève,
 à l'étranger, à l'étranger, à l'étranger,
 est, lié à celui de la Haute-
 vola, avec lequel celle-ci a
 des relations très étroites.
 En outre, aujourd'hui
 100 frontaliers vont chaque
 jour travailler dans la capitale
 suisse, et les statistiques des
 100 travailleurs étrangers qui
 ont venus se fixer dans le dé-
 partement de Genève, l'immense
 emprise de Thonon, d'un
 actuellement pas lieu de se
 rendre n'est-ce pas à la client-
 èle, et cela, à l'étranger, à l'étranger,
 du fait du taux favorable du
 change et de l'absence de T.V.A.
 Je veux, chaque semaine, faire
 acheter, à l'étranger, à l'étranger,
 conjonction qui, même si elle
 est passagère, est un bon
 moyen de faire changer les
 et met d'attendre avec confiance
 1983.

1

[illegible]

AFFAIRES

Enterré le grand projet de coopération nordique

Sous la pression des actionnaires Volvo renonce à son accord avec la Norvège

De notre correspondant

Stockholm. — En raison de la forte opposition de ses actionnaires, Volvo a abandonné définitivement son projet d'association financière avec des investisseurs norvégiens. La firme automobile d'origine suédoise a annoncé le 26 janvier l'abandon définitif de son projet de coopération avec des investisseurs norvégiens. Les porteurs de parts hostiles au projet avaient déjà réuni plus de 40 % des voix or, pour être entériné, l'accord devait être adopté à la majorité qualifiée, soit plus de 66 % des suffrages.

La coopération industrielle nordique dont on parle depuis des semaines vient donc de subir un nouvel échec. L'accord préliminaire signé entre Volvo et la Norvège était pourtant considéré, il y a quelques semaines encore, comme le « grand départ » de cette coopération. Le constructeur automobile devait octroyer à la Norvège pour 750 millions de couronnes (environ 140 millions de francs français), transférer ses usines de moteurs de bateaux à Fensås dans le comté de Nord-Trøndelag, en contrepartie des droits de concession pétrolière et des nouvelles sources de la mer du Nord. Le projet devait être complété au mois de décembre par un second accord de coopération industrielle et énergétique distinct, signé par les deux pays, signé par les deux gouvernements. Le Suède se voyait accorder l' livraison d'environ 4 millions de tonnes de pétrole par an pendant vingt ans, et fournissait à son voisin 1,2 à 2 millions de mètres cubes de bois pendant la même période. On pensait alors que la coopération nordique était bien partie.

La remise en question de l'offre a commencé au début du mois de janvier. Dans une interview au grand quotidien suédois *Dagens Nyheter*, M. Wallenberg, personnalité marquante de l'industrie suédoise, et membre notamment du groupe Bosch, déclarait que les capitaux danois, suédois et norvégiens ne pouvaient pas, à ce stade, bénéficier d'un tel projet. Il estimait que les capitaux danois, suédois et norvégiens ne pouvaient pas, à ce stade, bénéficier d'un tel projet. Il estimait que les capitaux danois, suédois et norvégiens ne pouvaient pas, à ce stade, bénéficier d'un tel projet.

Un porte-parole des services financiers du conseil de Pologne à New York a affirmé que cette information résultait d'un malentendu, précisant que si elle a conduit à donner des informations sur son économie en vue de l'obtention d'un prêt, la Pologne n'avait nullement octroyé un « droit de regard » sur sa politique économique.

Le *New York Times* écrit que la Pologne avait déjà fourni de telles informations au gouvernement américain, mais jamais à des banques privées. Les banquiers américains, ajoute le *New York Times*, ont qualifié d'« étrange » le changement historique dans les relations financières entre le monde communiste et le monde occidental, précisant que la Pologne a un besoin urgent de prêt bancaire pour éponger une partie de ses dettes à l'égard des pays occidentaux, dont elle s'élevait à 15 milliards de dollars. — (A.P.F.)

Après la signature du contrat pour la construction de l'usine de quatre carpes porte-conteneurs destinée aux lignes polonaises M. Jean d'Ormesson, ministre de l'Équipement, a déclaré à la presse que la construction de cette usine, qui sera financée par la Pologne, est un bon exemple de coopération économique franco-polonaise.

Après la signature du contrat pour la construction de l'usine de quatre carpes porte-conteneurs destinée aux lignes polonaises M. Jean d'Ormesson, ministre de l'Équipement, a déclaré à la presse que la construction de cette usine, qui sera financée par la Pologne, est un bon exemple de coopération économique franco-polonaise.

MARCHÉ COMMUN

En dépit du blocage allemand, réaffirmé à Berlin

M. Mehaignerie continue à espérer un compromis sur l'«Europe verte»

De notre envoyé spécial

Berlin. — « Un casse-tête qui ressemble à la quadrature du cercle », c'est ainsi que M. Mehaignerie, ministre belge de l'Agriculture, a qualifié le dossier des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) lors de l'inauguration de la « Semaine verte » de la Fera internationale de Berlin le 26 janvier, dans l'après-midi. M. Mehaignerie, ministre de l'Agriculture, a convié ses collègues pour une réunion informelle qui s'est tenue au Reichstag. C'est la première fois que les neuf ministres de l'Agriculture de la Communauté se réunissent depuis l'échec des négociations de décembre pour discuter de la suppression des montants compensatoires monétaires. M. Mehaignerie a par la volonté de la France, bloqué l'entrée en vigueur du décret de décembre. Pas plus que la série de contacts bilatéraux que M. Mehaignerie a eus en tant que président en exercice du conseil des ministres de l'Agriculture de la C.E.E., la rencontre du Reichstag n'a permis de trouver les conditions d'un compromis acceptable par tous.

M. Gundelach, le commissaire agricole de la Communauté, a résumé, au cours d'une conférence de presse, les positions qui s'appellent, lui aussi, la « quadrature du cercle ». D'un côté, les pays du Nord, qui ont obtenu le droit de ne pas payer les M.C.M. pour les produits agricoles de la C.E.E., de l'autre, les pays du Sud, qui ont obtenu le droit de ne pas payer les M.C.M. pour les produits agricoles de la C.E.E.

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

SOCIAL

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

M. Robert Boulvin va recevoir le 6 février les fédérations de la métallurgie

De notre correspondant

M. Robert Boulvin, ministre du travail et de la participation, doit recevoir, le mardi 6 février, à 9 heures du matin, l'ensemble des fédérations de la métallurgie afin de discuter avec elles des problèmes posés par la crise de la sidérurgie et de définir les méthodes de concertation. C'est dans une lettre adressée le 26 janvier, aux syndicats, que le premier ministre a annoncé sa décision. M. Boulvin, qui a la désignation de M. Robert Boulvin, va recevoir le 6 février les fédérations de la métallurgie afin de discuter avec elles des problèmes posés par la crise de la sidérurgie et de définir les méthodes de concertation.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

M. Boulvin a précisé aussi qu'il n'est pas question de revenir sur certaines décisions relatives aux licenciements. Il a souligné que la situation de la sidérurgie est grave et que les entreprises de ce secteur doivent être aidées pour surmonter la crise.

LES SYNDICATS : une initiative

à mettre au compte de la mobilisation populaire.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

Toutes les fédérations syndicales de la métallurgie estiment que la lettre de M. Boulvin est une tentative de déstabiliser la situation. Elles ont décidé de lancer une campagne de mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement.

BILLET

Les relations commerciales franco-polonaises

A crédit...

La France vient d'assurer l'équilibre de ses échanges extérieurs en partie grâce à des crédits commerciaux qu'elle a enregistrés vis-à-vis des nations en voie de développement. Ces crédits, qui sont des avances de trésorerie, ont été octroyés par le Trésor français à des entreprises françaises pour leur permettre de développer leurs activités commerciales à l'étranger.

La France vient d'assurer l'équilibre de ses échanges extérieurs en partie grâce à des crédits commerciaux qu'elle a enregistrés vis-à-vis des nations en voie de développement. Ces crédits, qui sont des avances de trésorerie, ont été octroyés par le Trésor français à des entreprises françaises pour leur permettre de développer leurs activités commerciales à l'étranger.

La France vient d'assurer l'équilibre de ses échanges extérieurs en partie grâce à des crédits commerciaux qu'elle a enregistrés vis-à-vis des nations en voie de développement. Ces crédits, qui sont des avances de trésorerie, ont été octroyés par le Trésor français à des entreprises françaises pour leur permettre de développer leurs activités commerciales à l'étranger.

ÉTRANGER

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue.

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

Le ministre français s'est montré optimiste à un double point de vue. D'un côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte». D'un autre côté, il a souligné que M. Kohl, dans la position qu'il occupe, ne peut pas se permettre de bloquer le processus de l'«Europe verte».

A Denain

Des manifestants brûlent des dossiers de la recette principale

Les manifestations et incidents se sont multipliés à Denain (Nord) au début du mois de janvier. Des manifestants ont brûlé des dossiers de la recette principale de la ville. Les autorités ont déclaré que ces actes sont une violation de la loi.

Les manifestations et incidents se sont multipliés à Denain (Nord) au début du mois de janvier. Des manifestants ont brûlé des dossiers de la recette principale de la ville. Les autorités ont déclaré que ces actes sont une violation de la loi.

Les manifestations et incidents se sont multipliés à Denain (Nord) au début du mois de janvier. Des manifestants ont brûlé des dossiers de la recette principale de la ville. Les autorités ont déclaré que ces actes sont une violation de la loi.

Les manifestations et incidents se sont multipliés à Denain (Nord) au début du mois de janvier. Des manifestants ont brûlé des dossiers de la recette principale de la ville. Les autorités ont déclaré que ces actes sont une violation de la loi.

Les manifestations et incidents se sont multipliés à Denain (Nord) au début du mois de janvier. Des manifestants ont brûlé des dossiers de la recette principale de la ville. Les autorités ont déclaré que ces actes sont une violation de la loi.

Les manifestations et incidents se sont multipliés à Denain (Nord) au début du mois de janvier. Des manifestants ont brûlé des dossiers de la recette principale de la ville. Les autorités ont déclaré que ces actes sont une violation de la loi.

VERS L'UNIFICATION

DE LA C.G.C. ET DE L'U.C.T.

Les dirigeants de l'U.C.T. ont exprimé, le 26 janvier, devant la presse, l'espoir que leur organisation, qui avait quitté la C.G.C. il y a dix ans, rejoigne cette dernière lors du prochain congrès de la confédération des cadres, qui se tiendra dans deux mois exactement.

Les dirigeants de l'U.C.T. ont exprimé, le 26 janvier, devant la presse, l'espoir que leur organisation, qui avait quitté la C.G.C. il y a dix ans, rejoigne cette dernière lors du prochain congrès de la confédération des cadres, qui se tiendra dans deux mois exactement.

Les dirigeants de l'U.C.T. ont exprimé, le 26 janvier, devant la presse, l'espoir que leur organisation, qui avait quitté la C.G.C. il y a dix ans, rejoigne cette dernière lors du prochain congrès de la confédération des cadres, qui se tiendra dans deux mois exactement.

Les dirigeants de l'U.C.T. ont exprimé, le 26 janvier, devant la presse, l'espoir que leur organisation, qui avait quitté la C.G.C. il y a dix ans, rejoigne cette dernière lors du prochain congrès de la confédération des cadres, qui se tiendra dans deux mois exactement.

Les dirigeants de l'U.C.T. ont exprimé, le 26 janvier, devant la presse, l'espoir que leur organisation, qui avait quitté la C.G.C. il y a dix ans, rejoigne cette dernière lors du prochain congrès de la confédération des cadres, qui se tiendra dans deux mois exactement.

